

L'hon. John Roberts (secrétaire d'État): Bien sûr, monsieur l'Orateur, j'ai reçu ce document hier. J'ai lu hier soir les recommandations de cette étude. Je n'ai pas lu tout le document, qui contient 500 pages. J'ai l'intention de déposer l'étude à tous les bureaux régionaux et ici à Ottawa pour que les députés, comme d'ailleurs le public, puissent lire le document s'ils le désirent.

ON DEMANDE QUE SOIT FORMÉE UNE COMMISSION AYANT
POUR TÂCHE D'Étudier LA SITUATION DES FRANCOPHONES
HORS QUÉBEC—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Roch La Salle (Joliette): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

Étant donné qu'il y a à peine une dizaine de jours la Fédération faisait part de son insatisfaction totale vis-à-vis du groupe Tellier, et qu'elle recommande toujours la création d'une commission spéciale par le Conseil privé, est-ce que le ministre est en mesure aujourd'hui, après avoir eu, je pense, d'excellentes communications avec la Fédération, de dire s'il est disposé à recommander la création de cette commission spéciale qui est désirée fortement par la Fédération?

[Traduction]

M. Roberts: Monsieur l'Orateur, pour autant que je sache, la Fédération des francophones hors Québec n'a pas communiqué avec moi depuis qu'il a été décidé d'instituer un groupe de travail. Je n'en ai reçu aucune nouvelle du moins en ce qui concerne la question soulevée par le député. Si la Fédération m'écrit, il est certain que j'examinerai attentivement ses propositions.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

L'ASSISTANCE À LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—LES INTENTIONS
DU GOUVERNEMENT

M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de l'Expansion économique régionale et de son secrétaire parlementaire, je pose ma question au premier ministre suppléant. Étant donné que la Colombie-Britannique a été pratiquement saignée à blanc par les politiques fiscales fédérales, et comme le MEER a versé plus de 400 millions de dollars à la province de Québec, qui en a besoin, dont 95 millions pour l'amélioration des routes principalement dans la circonscription du ministre et dans celle de son homologue provincial, tous deux artisans de cette entente, le premier ministre suppléant peut-il nous indiquer dans quelle mesure le gouvernement fédéral se dispose à aider la Colombie-Britannique dans le cadre de l'entente secondaire que le premier ministre signera au cours de la semaine?

L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je me demande si je dois prendre le député au sérieux quand il décrit la politique d'expansion économique régionale comme une façon d'appauvrir la Colombie-Britannique. Son attitude est difficilement conciliable avec les nobles sentiments exprimés par son chef hier au sujet de l'unité nationale.

Des voix: Bravo!

Questions orales

M. Brisco: Monsieur l'Orateur, j'invite le premier ministre suppléant à lire dans le hansard la première partie de ma question. De toute évidence il n'écoutait pas.

A la suite des derniers entretiens entre le directeur général du MEER pour la Colombie-Britannique et les sous-ministres provinciaux au développement économique, à l'environnement et aux affaires municipales, concernant la grave pénurie d'eau dans la ville et la région de Castlegar, le ministre voudrait-il nous dire si ce dernier accord, que le premier ministre signera, permettra au MEER d'engager des fonds pour résoudre ce grave problème.

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, je vais me renseigner et j'aviserai le député.

* * *

[Français]

L'HABITATION

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT EST DISPOSÉ À ACCEPTER
LA RÉALISATION DU PROJET MARATHON, À MONTRÉAL

M. Jacques Lavoie (Hochelaga): Monsieur l'Orateur, je désire poser ma question à l'honorable ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Suite à la question que j'ai posée à la Chambre il y a quelques semaines au sujet du site des usines Angus, ayant rencontré la direction de la société Marathon, et ayant constaté que ce projet est à caractère coopératif et qu'il créerait environ 4,000 nouveaux emplois permanents, le ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il est d'accord pour donner son appui personnel aux députés représentant les circonscriptions de Maisonneuve, Lafontaine, Sainte-Marie et d'Hochelaga, dans le but d'étudier en profondeur le projet Marathon afin d'en accélérer sa réalisation?

L'hon. André Ouellet (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur le président, oui j'ai eu l'occasion d'étudier ce dossier qui est fort intéressant, et je félicite l'honorable député de tenter d'encourager sa réalisation. A cet effet, il peut compter sur l'appui de mon ministère.

* * *

[Traduction]

RADIO-CANADA

LES MOTIFS DE L'OMISSION DU NOUVEAU-BRUNSWICK DANS
L'ÉMISSION DES CÉLÉBRATIONS DU JOUR DU DOMINION

M. Leonard C. Jones (Moncton): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Le premier ministre et le secrétaire d'État ont-ils reçu mon télégramme du 1^{er} juillet, jour du Dominion, dans lequel j'ai souligné que le Nouveau-Brunswick avait manifestement été omis dans l'émission de trois heures que Radio-Canada a donné le soir du Dominion, et surtout qu'il n'en a pas été fait mention dans les remarques d'ouverture? Le secrétaire d'État peut-il maintenant nous donner de cet oubli une explication plus plausible que Radio-Canada qui a prétendu qu'il n'y avait pas d'équipement disponible au Nouveau-Brunswick? Quel équipement faut-il pour dire «la province du Nouveau-Brunswick»?